



MINISTÈRE
DE L'ÉCONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction générale du Trésor



BRÈVES ÉCONOMIQUES D'AFRIQUE DE L'OUEST

(HORS NIGÉRIA-GHANA)

UNE PUBLICATION DU SERVICE ÉCONOMIQUE REGIONAL

D'ABIDJAN

N° 497 – 23 juin 2023

❖ Régional

4 pays d'Afrique de l'ouest rejoignent le projet de gazoduc Nigeria-Maroc

Le 16 juin 2023, au siège de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) et en marge du comité de pilotage projet de gazoduc Nigeria-Maroc, [4 protocoles d'accord ont été signés](#) dans le cadre du projet de gazoduc Nigeria-Maroc. Ces accords tripartites ont été signés entre, d'un côté la *Nigerian National Petroleum Company* (NNPC) et l'Office National des Hydrocarbures et des Mines (ONHYM) du Maroc, et de l'autre successivement la Société Nationale des Opérations Pétrolières de Côte d'Ivoire (PETROCI), la *National Oil Company of Liberia* (NOCAL), la Société Nationale des Hydrocarbures du Bénin (SNH-Bénin), et la Société Nationale des Pétroles (SONAP) de la Guinée. Ces accords interviennent après ceux signés avec la CEDEAO, la Mauritanie, le Sénégal, la Gambie, la Guinée-Bissau, la Sierra Leone et le Ghana en 2022. Pour rappel, ils s'inscrivent dans le cadre de la fusion entre le projet d'extension du gazoduc de l'Afrique de l'Ouest (WAGPEP) et celui du gazoduc Nigeria-Maroc (NMGP). Une fois achevé, le projet renforcera la valorisation des ressources en gaz naturel des pays concernés et offrira également une nouvelle voie alternative pour l'exportation vers l'Europe.

LE CHIFFRE À RETENIR

650 000 T

La production burkinabé attendue de coton graine pour la campagne 2023-2024

❖ Bénin

Des progrès en matière de gouvernance selon le FMI

A la demande des autorités béninoises, le FMI a conduit en 2022 un [diagnostic de la gouvernance](#). L'amélioration de la gouvernance constitue le premier axe du Programme d'Action du Gouvernement 2021-2026, dans la droite ligne des efforts entrepris depuis 2016. Le [rapport](#) produit par l'équipe du FMI a ainsi mis en exergue des progrès substantiels dans plusieurs domaines: (i) gestion des finances publiques (transition vers le mode budget-programme en conformité avec les directives UEMOA, système d'information financière de l'Etat pleinement intégré...), (ii) transparence budgétaire (selon l'indicateur "Transparence" de l'Enquête sur le Budget Ouvert de 2021, le Bénin se classe 2^{ème} pays d'Afrique avec un score de 65 sur 100, derrière l'Afrique du Sud), (iii) mise en œuvre des réformes relatives au contrôle et à l'audit internes, (iv) mise en place d'une Cour des Comptes, (v) Etat de droit (accessibilité de la

législation, création d'une justice commerciale, développement des e-procédures), etc. Toutefois, le FMI recommande d'améliorer le cadre de la lutte contre la corruption (mise en place effective du Haut-Commissariat pour la Prévention de la Corruption créé par une loi en 2020), de renforcer la transparence dans des domaines tels que les procédures disciplinaires et de nomination applicables à la magistrature.

46 M EUR de subvention pour la campagne cotonnière 2023-2024

Le gouvernement béninois [a alloué](#) une enveloppe de 30 Mds FCFA (45,7 M EUR) pour subventionner l'achat et la distribution à taux réduits d'intrants agricoles dans le cadre de la nouvelle campagne cotonnière de 2023-2024. Les autorités espèrent ainsi améliorer le résultat enregistré durant la campagne précédente. En effet, si le pays a été le premier producteur africain de coton en 2022-2023, les récoltes avaient toutefois baissé de 18 % par rapport à la campagne précédente. En 2021, la filière coton a représenté près de 70% des recettes d'exportation du Bénin.

Burkina Faso

La production cotonnière de la campagne 2022-2023 en recul de 22%

La production nationale de coton graine pour la campagne 2022-2023 [est estimée](#) à 405 790 tonnes, soit un recul d'environ 22% par rapport à la campagne précédente. Elle a été marquée par une hausse exceptionnelle du cours mondial des engrais et l'indisponibilité des stocks, face à laquelle l'Etat a consenti une subvention de 72,8 Mds FCFA (111 M EUR) pour réduire les prix de cession. Pour la campagne 2023-2024, la production nationale de coton graine est attendue à environ 650 000 tonnes et le montant de la subvention de l'Etat pour l'achat d'engrais est fixé à 10 Mds FCFA (15,2 M EUR). A noter que les **prix d'achat planchers** du kg aux producteurs pour le coton conventionnel sont en hausse de 25 FCFA (0,04 EUR) par rapport à la campagne

écoulée et s'établissent à 325 FCFA (0,495 EUR) pour le 1^{er} choix et à 300 FCFA pour le 2^{ème} choix (0,457 EUR).

2 permis d'exploitation industrielle pour l'or et le manganèse octroyés à Afro Turk

Le 21 juin 2023, le Conseil de ministres [a adopté](#) 2 décrets octroyant des permis d'exploitation industrielle de grande mine d'or et de manganèse à la société Afro Turk Inata. La mine d'or sera située dans la province du Soum (région du Sahel), avec une production totale attendue de 7,1 tonnes d'or sur 4 ans. Son exploitation permettra de générer 6,9 Mds FCFA (10,5 M EUR) au profit du budget de l'Etat ; 150,3 M FCFA (229 000 EUR) au titre du Fonds minier de développement local (FMDL) ainsi que la création de 256 emplois directs. Concernant la mine de manganèse, elle sera située dans la province de l'Oudalan (Région du Sahel), avec une production totale attendue de 62,8 M tonnes sur 2022. Son exploitation permettra de générer 117,2 Mds FCFA (178,6 M EUR) au profit du budget de l'Etat et 19,5 Mds FCFA (29,8 M EUR) de contribution au FMDL sur toute la durée du projet, ainsi que la création de 1 500 emplois directs. Par ailleurs, il est prévu un investissement de 585,2 Mds FCFA (892,1 M EUR) pour la construction d'un chemin de fer et de 120 Mds FCFA (182,9 M EUR) pour la construction d'une base militaire et l'acquisition d'équipements de sécurisation.

Mise en place de l'Observatoire pour la célérité des opérations douanières

Le 15 juin 2023, s'est tenue la cérémonie officielle de [lancement](#) des activités de l'Observatoire pour la célérité des opérations douanières au Burkina Faso (OCOD-BF). Il s'agit d'un nouveau dispositif mis en place l'Administration des douanes et mis à la disposition des opérateurs économiques afin de lutter contre les tracasseries et les **abus dans l'accomplissement** des formalités en douane. **A cette fin, l'OCOD** recueillera et analysera les plaintes des usagers. Le gouvernement espère ainsi améliorer le commerce transfrontalier et le climat des affaires. L'OCOD-BF comprend 20 membres dont

la moitié est issue du secteur privé et l'autre de l'administration des douanes.

Cap-Vert

Le cumul des recettes de l'Etat à fin avril 2023 est en hausse de 24% en g.a

Selon les données du rapport sur l'exécution du budget de janvier à avril 2023, les recettes de l'Etat ont atteint 18,5 Mds CVE (167,4 M EUR), soit une hausse de 23,8% en glissement annuel (g.a), en lien principalement avec l'augmentation des recettes fiscales (+26,6% en g.a.). L'Etat aurait ainsi en 4 mois mobilisé 28,7% des recettes budgétisées pour l'ensemble de l'année 2023. Par ailleurs, le gouvernement souhaiterait à terme porter la pression fiscale à 30% du PIB, contre environ 20% actuellement, à travers entre autres la lutte contre la fraude et l'évasion fiscales et l'augmentation de l'assiette fiscale. Concernant les dépenses, elles sont en hausse de 4,7% en g.a sur la même période et s'établissent à 18,4 Mds CVE (166,7 M EUR).

Les transferts reçus des migrants s'élèvent à 375 M USD en 2022

Selon le ministre des Communautés, les envois de fonds des émigrés capverdiens ont atteint 375 M USD (18,2% du PIB) en 2022, soit une augmentation de 45% par rapport à 2021. Les envois de fonds ont été canalisés à travers les dépôts à terme dans les banques commerciales capverdiennes, les commandes, et les investissements directs. Pour rappel, le Cap-Vert compte plus des deux tiers de sa population à l'étranger, ce qui représente plus de 1,5 M de Cap-Verdiens, qui participent grâce à leurs envois au développement du pays, en particulier, au niveau de la santé, de l'éducation et de la lutte contre la pauvreté.

Côte d'Ivoire

Signature de 5 contrats de partage de production d'hydrocarbures

Le 14 juin 2023, l'Etat de Côte d'Ivoire, à travers Petroci Holding, et le Groupe américain Murphy Exploration & Production ont signé 5 Contrats de Partage et de Production. Ces contrats portent sur l'exploration de 5 blocs pétroliers situés dans le bassin sédimentaire ivoirien, en vue d'accroître l'offre de gaz naturel au secteur de l'électricité. Pour rappel, en septembre 2021, la Côte d'Ivoire avait annoncé la découverte majeure par ENI et Petroci Holding, d'un gisement baptisé "Baleine" au potentiel estimé à 2,5 Mds de barils de pétrole brut et 3 300 Mds de pieds cubes de gaz naturel. Ce dernier devrait rentrer en production au cours de l'année 2023.

Lancement par la CDC-CI d'une facilité d'investissement à long-terme

Le 19 juin 2023, s'est tenue la cérémonie de lancement de la Facilité d'investissement à long terme, dénommée CDC-CI Capital, dotée d'une enveloppe globale de 38 Mds FCFA (57,9 M EUR). Filiale de la CDC-CI (Caisse des Dépôts et Consignations de la Côte d'Ivoire), CDC-CI Capital est un fonds d'investissement qui interviendra dans le cadre du Projet des chaînes de valeur compétitives pour l'emploi et la transformation économique (PCCET) en soutien au développement du secteur privé. Le PCCET, d'un budget de 200 M USD financé par la Banque mondiale, vise à améliorer la compétitivité des filières palmier à huile, l'hévéa, ananas, mangue et plastique. CDC-CI Capital propose 2 guichets : le 1^{er}, doté d'un capital initial de 8 Mds FCFA (12,2 M EUR), est destiné aux start-ups innovantes à forte croissance et aux jeunes PME ; tandis que le 2nd, doté de 30 Mds FCFA (45,7 M EUR), est dédié aux grandes entreprises engagées dans des investissements verts.

Une nouvelle zone industrielle dédiée à la transformation de l'anacarde à Korhogo

Bien que premier producteur de noix de cajou au monde, la Côte d'Ivoire n'est que le 3^{ème} transformateur mondial. Afin d'améliorer son positionnement sur ce segment, [une zone industrielle vient de voir le jour à Korhogo](#), et abritera 7 unités de transformation, des entrepôts de stockage et de séchage, une unité de recyclage des coques et une station d'épuration. Mis en œuvre par le Conseil du coton et de l'anacarde (CCA) avec l'appui de la Banque mondiale, ce projet d'un montant total de 7,5 Mds FCFA (11,4 M EUR) devrait contribuer à atteindre l'objectif de 50% de la production de noix de cajou transformée localement en 2025, contre 21% en 2022.

Guinée

Le Premier ministre inaugure la route Coyah-Farmorlah-Sierra Leone

La route nationale n°3 Coyah – Farmorlah - Frontière de la Sierra a été officiellement [inaugurée](#) le 17 juin 2023 par le Premier ministre. Cet axe stratégique de 75 km reliant la Guinée à la frontière de la Sierra Leone était en travaux depuis 2018. Financé par la Banque africaine de développement (BAfD) et l'Union européenne (UE) ainsi qu'un apport du gouvernement guinéen, ce projet devrait contribuer à faciliter le transport des biens et des personnes tout au long de l'axe tout en renforçant les échanges avec Sierra Leone.

Libéria

Don de 8,8 M EUR de la France en soutien aux populations vulnérables

Dans le cadre du projet REALISE (Recovery of Economic Activity for Liberian Informal Sector Employment), cofinancé par la Banque mondiale, la Suède et la France et mis en œuvre par le

ministère de la Jeunesse et des Sports, le ministère du Genre, de l'Enfance et de la Protection sociale et l'Agence libérienne pour l'autonomisation des communautés, [8,8 M EUR de subventions ont été accordés](#) par le gouvernement français le 15 juin dernier. Ce projet, d'un montant total de 42 M USD (38,7 M EUR), soutient les ménages en situation de pauvreté et d'insécurité alimentaire en apportant un soutien aux revenus et aux moyens de subsistance. Le financement de la France en particulier se concentrera sur le développement des moyens de subsistance des communautés rurales dans les comtés de Bong, Bomi, Lofa et Gbarpolu.

Mali

19 projets recensés dans les secteurs des mines et de l'énergie pour l'année 2022

Le Ministère des Mines, de l'Énergie et de l'Eau a [recensé](#) au titre de l'année 2022 près de 19 projets, dont 5 pour le secteur des mines et 14 pour le secteur de l'énergie pour un montant total de 43,6 Mds FCFA (66,4 M EUR). A cette occasion, les autorités ont rappelé l'objectif de 68% du taux d'électrification pour 2023, alors que ce taux s'élève en 2022 à 57,4% et ont fait état d'une croissance annuelle de la demande d'électricité de l'ordre de 10%. En outre, les importations de produits pétroliers en 2022 ont coûté 1 283 Mds FCFA (2 Mds EUR), contre 1 052 Mds FCFA (1,6 Md EUR) en 2021. Concernant le secteur minier, ce dernier aurait contribué, selon les autorités, au budget de l'Etat à hauteur de 649,6 Mds FCFA (990,3 M EUR) en 2022, contre 504,2 Mds FCFA (768,7 M EUR) en 2021.

Mauritanie

Signature d'un accord portant sur le gaz avec l'égyptien Taqa Arabia

Le 20 juin 2023, le Ministre du Pétrole, des Mines et de l'Énergie [a signé](#) avec le Directeur Exécutif de l'une des filiales du groupe égyptien Taqa

Arabia une convention permettant **d'encadrer** leur coopération dans le secteur du gaz. Cette coopération portera notamment sur la **conclusion d'accords commerciaux**, la réalisation d'études de faisabilité des projets gaziers, **l'évaluation des gisements**, le **développement de gazoduc** pour le transport de gaz naturel liquéfié, **l'échange de données et, plus généralement, la prospection d'opportunités dans le domaine de l'énergie** en Mauritanie.

Prise de participation de la société danoise CIC dans la plateforme dédiée à l'hydrogène vert de CWP

La société d'investissement danoise Copenhagen Infrastructure Corporation (CIC) **a signé**, avec la société CWP Global, un accord portant sur la prise de participation de CIC à hauteur de 26,7% dans la **plateforme dédiée à l'hydrogène vert de CWP**. Cet accord permettra à CWP de financer ses **projets en Afrique**, à l'image du projet "Aman" qui vise la production de 1,7 M tonnes d'hydrogène et de 10 M tonnes d'ammoniac verts par an en Mauritanie.

🇳🇮 Niger

Plus de 45 M EUR de la BOAD pour améliorer la mobilité à Niamey

Le 15 juin 2023, le Ministre nigérien du Plan et le Président de la Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) **ont signé** un accord de prêt de 30 Mds FCFA (45,7 MEUR), destiné à financer **l'aménagement et bitumage de différents axes et infrastructures routières** dans la ville de Niamey (voie de sortie et rond-point de l'aéroport vers la ville de Dosso, **pont...**). Le projet devrait fluidifier la mobilité urbaine et dynamiser les échanges économiques entre les différentes localités traversées. Il permettra de réduire le temps de parcours des usagers de 66% et le coût **d'exploitation des véhicules de 30%**. Le portefeuille actif de la BOAD au Niger est l'un des plus importants de la sous-région ouest-africaine, avec 13 projets et programmes (énergie, sécurité alimentaire, infrastructures routières et finance

inclusive), pour un engagement global d'environ 224 Mds FCFA (341,5 M EUR).

Rencontre entre le Président du Niger et le MEDEF à Paris

Le 21 juin 2023, le Président nigérien, accompagné de plusieurs ministres, **a participé** à une séance de travail avec une délégation du MEDEF conduite par le vice-président de l'organisation pour l'Afrique. La rencontre avait deux objectifs. D'une part, faire le bilan des investissements actuels des entreprises françaises au Niger. D'autre part, établir un plan afin d'accroître la part de ces investissements dans le PIB, alors que les flux nets d'IDE français sont négatifs depuis 2016, notamment du fait de la **complexité de l'environnement des affaires**.

6 M EUR de l'Italie pour les secteurs de l'éducation et de l'agriculture

Le 17 juin 2023, le Ministre nigérien des Affaires Etrangères et l'Ambassadrice d'Italie ont **procédé** à la signature de deux accords d'une valeur globale de 6 M EUR, soit 3 M EUR chacun. Le 1^{er} accord financera le **Projet d'Accélération de l'Education des Filles (PAEF)** et contribuera à soutenir plus de 110 000 élèves, dont près de 44 000 filles. Le second accord appuiera le **Projet de petite irrigation pour le développement de la production de la tomate** afin de favoriser la disponibilité de ce légume en toute saison. Ces deux accords s'inscrivent dans le cadre de l'**Accord Cadre de Coopération au Développement**, conclu en 2021.

🇸🇳 Sénégal

Un rapport de la Banque mondiale appelle à la consolidation budgétaire

Le 21 juin dernier, la Banque mondiale **a présenté** son rapport 2023 sur la situation économique du Sénégal. Selon ce dernier, la croissance économique du Sénégal a connu un ralentissement en 2022 dans un contexte de hausse des cours mondiaux des matières

premières. Ainsi, après 6,5% en 2021, le taux de croissance s'est établi à 4,2% 2022, en raison notamment d'une baisse de l'investissement privé et des exportations, ainsi qu'une contraction du secteur agricole et de la production industrielle. Les perspectives macroéconomiques restent toutefois très favorables : la croissance économique devrait atteindre 4,7% en 2023, puis s'accroître à 9,9% en 2024, en lien notamment avec le début de l'exploitation des hydrocarbures. La Banque mondiale rappelle cependant que l'assainissement budgétaire doit rester une priorité au regard du durcissement des conditions financières sur les marchés régionaux et internationaux, même si le risque de surendettement du Sénégal est actuellement jugé modéré. Enfin, elle encourage l'Etat à recourir aux partenariats publics-privés afin de financer ses investissements.

Le gouvernement entame la digitalisation du système de santé

Selon le Coordonnateur de la Cellule de la carte sanitaire et sociale, de la santé digitale et de l'observatoire de santé (CSSDOS), le gouvernement sénégalais a affecté 30 Mds FCFA au financement de la digitalisation du secteur de la santé à travers le Programme de digitalisation du système de santé (PDSS). Prévu sur la période 2023-2028, le programme est composé de six projets numériques majeurs : (i) les dossiers patients partagés, (ii) la télémédecine, (iii) le système d'information hospitalière, (iv) le système d'information géographique santé, (v) le projet de digitalisation du médicament et (vi) le projet de digitalisation des processus de la santé communautaire. L'objectif étant de faire économiser du temps et des

ressources aux praticiens ainsi qu'aux patients grâce à la digitalisation et la centralisation des dossiers. Le PDSS entre dans le cadre du projet d'accélération de l'économie numérique du Sénégal (PAENS), financé par la Banque mondiale à hauteur de 150 M USD.

Togo

Un nouveau plan stratégique pour conforter les exportations de soja bio vers l'Europe

Le Togo engage un effort de productivité sans précédent dans la filière soja, avec l'objectif de produire 500 000 tonnes d'ici 2028, selon le nouveau plan stratégique validé la semaine dernière par les acteurs de la filière. Ce plan met l'accent sur des axes clés tels que le développement de la transformation locale, la valorisation de l'exportation de soja biologique et le renforcement des ressources humaines. Pour rappel, le Togo est le 1^{er} exportateur de soja bio en Afrique de l'Ouest et l'un des leaders sur le marché européen. La filière soja regroupe quelques 30 000 producteurs, 200 commerçants et exportateurs, ainsi qu'une centaine d'entreprises. Le gouvernement ambitionne de créer des pôles de transformation au sein de la Plateforme Industrielle d'Adetikopé en vue de transformer plus de 200 000 tonnes de soja local par an.

La direction générale du Trésor est présente dans plus de 100 pays à travers ses Services économiques.
Pour en savoir plus sur ses missions et ses implantations : www.trésor.economie.gouv.fr/tresor-international



Responsable de la publication : Service économique régional d'Abidjan
Rédacteurs : Service économique régional d'Abidjan, services économiques de Bamako, Dakar, Lomé et Niamey, antennes de Conakry et Nouakchott
Pour s'abonner : abidjan@dgtresor.gouv.fr